

Le fonds pour une transition juste, un outil essentiel et sous-utilisé :

Le fonds pour une transition juste a dépensé 735 millions d'euros entre 2021 et mars 2025. Selon Thomson Reuters Foundation, ce chiffre représente moins de 3% de l'enveloppe. Alors qu'il ne reste que six semaines pour engager une partie de ces crédits, la négociation sur la gouvernance de l'Union de l'énergie oppose deux réponses. Doit-on mieux dépenser l'argent existant, ou bien, créer un fonds européen dédié ?

La commission a demandé le 28 mai aux gouvernements de réorienter jusqu'à 20 milliards d'euros de fonds de cohésion vers la réduction de la dépendance aux énergies fossiles. En mars 2025, cinq États dont l'Espagne et la Belgique n'avaient encore rien dépensé.

Le fonds pour la transition juste (FTJ) est un fonds de la politique de cohésion destiné à aider les régions les plus touchées par la sortie des énergies fossiles. C'est un principe de « gestion partagée » : Bruxelles fixe une enveloppe par pays mais ce sont les États qui choisissent les projets et avancent les dépenses. La conséquence c'est qu'un pays qui ne dépense pas garde une enveloppe inutilisée.

Les acteurs partagent un constat : l'argent européen est fragmenté et sous-utilisé.

Un fonds bloqué par ses propres règles :

Deux règles compliquent l'utilisation du fonds. Le projet est territorial : il doit se situer dans une région éligible, ce qui complique les interconnexions entre pays et l'éolien en mer. De plus il y'a des échéances : la part financée par NextGenerationEU doit être engagée avant le 31 décembre 2026, faute de quoi elle est perdue.
La reprogrammation demandée par Bruxelles reste volontaire et se décide pays par pays. La révision à mi-parcours de la politique a déjà permis de réaffecter 34,6 d'euros et de confinancer jusqu'à 100 % des interconnexions énergétiques.

Une exception fonctionne sur un autre principe : le mécanisme de prêts au secteur public. Son second appel offre 630 millions d'euros de subventions, ouvert à tous les États sans enveloppe nationale. Les projets sont choisis par concours, avec une dernière date limite au 16 février 2027.

La gauche, dépenser mieux sans créer de nouvelles caisses :

Saramo, du groupe The Left, affirme que le problème vient de la mise en œuvre. Il dénonce un échec d'exécution pas d'objectif. La procédure est lourde et arrive dans les mains de régions qui n'ont pas toujours l'ingénieurie pour monter des projets. Cependant, des projets parfois douteux ont été réalisés avec cet argent. L'Estonie en est un exemple. Il est essentiel d'utiliser un argent européen fléché vers la transition.

Il accepte de reprogrammer les fonds en gardant en tête l'esprit du FTJ soit pour des renouvelables locales, réseaux de chaleur, rénovation de logement ou bien pour la lutte contre la précarité énergétique. La ligne rouge de son groupe : pas un euro pour les fossiles ni pour les nouvelles centrales nucléaires. La transition juste ne doit pas devenir un fonds de rattrapage pour tous.

De plus, les États qui dépensent trop peu ne doivent pas être sanctionnés, mais au contraire, aidés. Sanctionner serait faire peser une responsabilité sur les ménages et entreprises alors que ce n'est pas de leur ressort. Un amendement prévoit un soutien technique et financier ainsi que la publication de l'exécution État par État afin de vérifier si les engagements sont respectés.

Dans la négociation budgétaire, Saramo défendra un budget européen spécifiquement consacré à la transition juste. L'enveloppe devra être identifiée et non fusionnée avec d'autres budgets afin de garantir que l'argent consacré à la transition juste ne soit pas dilué dans un fonds européen plus général. Enfin, il demande des plans nationaux qui chiffrent les besoins de financement par secteurs et par années. Passer de simples objectifs politiques à une réelle programmation financière permet ainsi de responsabiliser les États.

WindEurope, un fonds européen pour l'éolien et les interconnexions :

Pour l'association, les fonds de cohésion sont trop territoriaux. Elle affirme que 75% des financements nationaux relevés entre 2021 et 2023 provenaient seulement de cinq pays. Une autre étude montre que l'éolien reçoit moins de 2% des budgets européens auxquels il est éligible.

Elle propose de créer une caisse spécifiquement consacrée au développement de l'énergie éolienne (terrestre et offshore) et des réseaux électriques européens pour

faciliter les échanges. L'objectif comporterait une priorité aux pays en retard ainsi qu'une « fenêtre » pour les interconnexions transfrontalières, les projets hybrides et le renforcement des réseaux. Pour le financer, WindEurope propose de rediriger une partie des revenus issus des enchères de quotas du marché européen du carbone (ETS) auxquelles pourraient s'ajouter jusqu'à 10% de financements privés ou provenant d'États Tiers, comme le Qatar.

Cette proposition vise ainsi à mutualiser les investissements, renforcer la solidarité énergétique européenne et accélérer la transition vers les énergies renouvelables.
Lors de son événement à Copenhague, clos le 17 novembre, elle dit avoir recueilli le soutien de délégations d'États, d'ONG et de députés.

Nos deux acteurs interrogés partagent le même constat mais divergent sur le remède avec la proposition d'un budget identifié pour la transition juste ou un fonds sectoriel alimenté par le carbone.

